Numéro 123
Mercredi
9 avril 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Italie : le P.s.i joue son avenir • Débouchés universitaires : Saunié-Séïté travaille pour Ceyrac • Aiguilleurs du ciel : la visite de Satolas confirme • Economie : on échappe à la récession pour tomber dans le pire • Remorqueurs : trois fiascos dans la Manche • Municipalités : l'Union mise à mal pour Brest et Chatenay-Malabry • Paris : le pourquoi du métro-poubelle

Nous sommes tous des Bretons

Noires les plages de Ploumanach à Tregastel. Noir mazout. Noire la juste colère bretonne. Noire de rage.

Blanches les pistes de Courchevel où Giscard, giscarde et les petits giscardiens ont skié leurs pâques. Blanc neige.

Le Président était en gris, en plein air, à la patinoire. Gris pull-over. Couleur du temps. Gris conscience. Conscience grise.

Conscience de ses devoirs puisqu'il a révélé en confidence, au hasard de ses rencontres sur les pistes «qu'il était très attentif à la situation internationale».

Il y a de quoi : Tchad, La Havane, Palestine, Téhéran... sans compter ce lointain étranger de l'Ouest aux côtes battues de noir ressac. Que sont, parait-il, allés contempler ce week-end des milliers de touristes.

Sadisme ou solidarité ?

Ceux du pays qui étaient montés à Paris et en furent chassés par l'ordre, ont dit en rentrant : «nous étions partis français, nous sommes revenus Bretons».

On les comprend et nous leur disons : nous sommes tous des Bretons.

Georges Fillioud

La révolte noire

«Jusqu'à présent, j'étais plutôt contre les gens qui manifestent. Mais mercredi dernier, à Paris, je me suis trouvé pour la première fois devant les C.r.s et je commence à comprendre beaucoup de choses». L'homme qui parle ainsi est René Martin, maire de Trégastel rebaptisé Trégazoil par ses habitants. René Martin est le contraire d'un casseur et a toujours défendu, en accord avec ses administrés, le principe d'une gestion «apolitique» de la commune.

Mais la politique l'a rejoint avec les déjections poisseuses du Tanio sur la côte de granit rose, et les scènes auxquelles il a assisté mercredi dernier place de la Concorde rendent problématique le maintien de cette neutralité : «J'ai vu des C.r.s frapper des élus et tenter de leur arracher leur écharpe, j'ai entendu l'un de leurs chefs demander aux automobilistes de foncer sur les manifestants venus les mains nues et même sans banderolles. Ces gens-là sont des assassins» et René Martin d'ajouter : «le roi a refusé de nous recevoir. Mais si on croit que nous en resterons là, on se trompe».

Sur la côte bretonne, depuis jeudi, les mairies ont fermé les Postes de Commandement mis en place pour aider au nettoyage des plages. Et les curieux, venus très nombreux pendant ce long week-end constater les dégats, ont assisté à des scènes éloquentes.

Ici, les Bretons manifestaient, bras croisés devant les soldats réquisitionnés pour le nettoyage, leur refus de participer, désormais, aux opérations. Là, le maire d'une petite commune déchirait publiquement sa carte du Parti républicain en criant aux C.r.s «Aller donc raconter ça à Paris !»...

Les élus des quarante deux communes touchées par la marée noire, se concertent sur les actions à mener dans les prochains jours. En attendant, les Postes de Commandement restent fermés et la grève administrative se poursuit.

Quant à Giscard, il fait lancer par ses ministres des proclamations optimistes dont personne, en Bretagne, ne croit un traitre mot (dernier exemple : le colmatage de l'épave du Tanio, annoncé dimanche par Joël Le Theule). Mais lui-même reste fidèle à ce qui semble désormais, en toutes choses, sa règle de conduite : silence et mépris. Il était, lui, parti Président de la République, et voici qu'on parle de lui en l'appelant «le roi» entre «Tregazoil» et «Ploumazout».

L'histoire nous a appris ce que les Bretons faisaient de leurs rois, quand ils décidaient d'en changer.

épingle

«Depuis six ans, nous sommes en train de nous demander quelle est l'ambition du pouvoir qui s'est installé ?»

André Fanton, délégué national du R.p.r.

Croqué



Cuba

Grande émotion... pour ces réfugiés-là

Lundi matin, dix mille cubains, candidats à l'émigration s'entassaient dans les jardins de l'ambassade péruvienne à la Havane. Aussitôt Cuba retrouvait l'honneur des grands titres des journaux. Est-ce «excès d'honneur ou d'indignité ?».

Aucun pays dans l'histoire n'organisa jamais l'émigration de ses ressortissants et on ne peut reprocher à Cuba de ne pas le faire. Mais aucun pays non plus ne réussit à retenir de force les hommes et les femmes obsédés à bon droit par le désir d'aller et de venir où et quand il leur plait.

Le régime castriste a tort de faire croire que les réfugiés à l'ambassade péruvienne sont tous des «délinquants de droit commun et des éléments anti-sociaux», ou alors il faudrait admettre avec lui qu'il suffit de ne pas être d'accord avec un régime politique pour devenir anti-social.

Le régime castriste a tort de se répandre en propagande délirante sur le «paradis cubain» même si, dans la misère sud-américaine, La Havane n'a pas à rougir de ses réalisations. Un paradis sur terre, cela n'existe pas. Et même si cela existait, qui, au nom du ciel, pourrait se permettre d'obliger tout un chacun à y demeurer éternellement ?

Piégeant ceux qui voulaient changer de «paradis», Castro a laissé sans surveillance l'ambassade du Pérou. Il faut être cubain

(suite en page

POSITION

Nouveau gouvernement Cossiga

Le P.s.i joue son avenir et celui de l'Italie

par Ippolito Nievo

Il n'a fallu que quinze jours à M. Cossiga pour former un nouveau gouvernement et pour se succéder à lui-même. Les péripéties, qui rappellent les jeux de la IVe, lassent sans doute les français. Quel intérêt y-a-t-il à disséquer les nuances de la composition du 39e cabinet italien depuis 1945, alors que notre voisin paraît submergé par le terrorisme, l'inflation et la déliquescences des institutions ?

Plus qu'il n'y paraît à première vue. Aucune situation n'est comparable et chacun de nos voisins a développé des institutions et une culture politique qui en font autant de modèles spécifiques. Néanmoins, on ne peut pas à la fois s'intéresser aux développements ou à l'étiolement de l'eurocommunisme, on ne peut pas entretenir des rapports, aussi informels soient-ils, avec les partis européens membres de l'Internationale Socialiste, sans en même temps se préoccuper de la manière dont se déroule l'évolution politique d'un pays voisin où les forces de gauche ont, elles aussi, des problèmes d'accession au pouvoir.

Mais si intérêt il y a, on peut comprendre que beaucoup renoncent à s'y consacrer devant l'apparente complexité du problème.

Les forces en présence

A première vue, le gouvernement D.c, qui a la majorité des protefeuilles, associé aux P.s.i et P.c.i, peut passer pour une nouvelle mouture de centre-gauche.

En effet, le P.c.i, n'accède pas au gouvernement, et les partis «laïcs» sont minoritaires. D'autre part, la volonté d'aboutir à un gouvernement d'Union nationale a été battue en brèche au dernier Congrès de la D.c et Fanfani, vainqueur «par défaut» de ce congrès ne passe pas pour un homme de gauche.

Mais il y a trois raisons qui font rejeter cette première approche et qui tiennent au fait que les forces en présence se sont profondément modifiées.

— La **démocratie chrétienne** d'abord, qui s'est, il y a quelques années, servie de la combinaison centre-gauche pour faire éclater la gauche et la dissoudre dans les méandres d'un système de gouvernement dilué et corrupteur, n'est plus à même de mener un combat énergique

Depuis l'assassinat d'Aldo Moro (qui, rappelons-le, travaillait dans le sens d'une insertion progressive du P.c au gouvernement), l'équilibre interne de la D.c est en perpétuelle oscillation entre la poursuite de la politique de Moro et le repli stérile. Et il ne se trouve plus que des majorités contre l'une et l'autre alternative, mais aucune pour orienter positivement l'action politique du grand parti.

— Le **Parti communiste italien**, conscient que sa participation au pouvoir dépend en partie de son image, a entrepris une considérable évolution sur le plan européen. Il est évident que les rencontres successives du P.c.i avec les dirigeants socialistes européens, sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan et son récent refus de participer à la rencontre internationale organisée par le P.c.f à Paris, les rapprochent d'une solution d'union nationale.

L'impuissance des premiers et les efforts des seconds, placent donc le P.s.i dans une situation exceptionnelle qui fait de lui et de Bettino Craxi le centre opérationnel de la tentative Cossigna II.

Et il faut revenir sur les tressauts et les longues discussions qui ont émaillés la vie du P.s.i depuis trois mois, pour préciser quel est l'objectif que poursuivent les socialistes italiens en ayant retiré le soutien parlementaire à Cossiga, pour accepter de participer au gouvernement actuel dans une mesure qui ne semble pas correspondre à ses premières exigences.

Le P.s.i arbitre

Bettino Craxi a cependant fait, avec ces deux cartes-maîtresses - une D.c sans ressource et sans imagination et un P.c qui a priori ne présente aucune divergence idéologique avec la politique socialiste - le jeu le plus rigoureux et le plus efficace qu'il lui ait été possible de réaliser.

D'un côté, il a réussi à contenir la gauche de son parti qui ne voulait pas d'autres solutions que la participation immédiate et sans condition des communistes au gouvernement.

Or une telle hypothèse, inacceptable par la D.c, entraînait des élections anticipées dont le P.s.i ne serait pas sorti vainqueur et qui d'autre part n'aurait apporté aucune solution nationale, étant donnée la stabilité de l'électorat.

De l'autre, en retirant la confiance du P.s.i au premier gouvernement Cossiga, Craxi a fait admettre à la D.c qu'il n'existait qu'une voie étroite pour gouverner l'Italie, et que cette voie étroite impliquait que l'on passât par les exigences du P.s.i : créer un gouvernement de transition dont la force de caractère, la compétence et la rigueur morale nécessaires pour résoudre la crise institutionnelle et économique seront étroitement liées à sa détermination de créer les conditions objectives - oserais-je dire «naturelles» ? - qui amèneront le P.c.i à participer au gouvernement.

Et cette détermination, que tous les partenaires ont accepté, c'est le P.s.i qui l'incarne. S'il décevait, il en résulterait de sérieux revers, pour lui et pour l'Italie toute entière

Cuba

(suite de la première page)

en effet, pour croire que le Pérou peut offrir une solution à leurs malheurs. La misère n'est pas tout à fait la même et ce ne sont pas tout à fait les mêmes libertés qui sont bafouées. Mais là s'arrêtent les différences.

Voilà donc **dix mille** réfugiés de plus dans ce monde où ils pullulent, aussi mal lotis que les autres, sans toit, sans nourriture, sans hygiène, rejettés par tous. Ce n'est pas une raison pour ricaner sur la «ruée» et la «fuite éperdue» de ces malheureux.

Si on rapproche leur nombre avec la population cubaine, on s'aperçoit qu'ils représentent un habitant sur mille, ce qui fait encore une portion «raisonnable» de mécontents.

Si par contre, on les compare aux 250 millions de déshérités américano-latins - et surtout aux **centaines de milliers** de réfugiés chiliens, argentins, uruguayens - ils méritent l'attention qu'il faut mobiliser pour tout homme en détresse. Mais pas plus.

Débouchés universitaires

Les cul-de-sac de la ministresse

Plus d'un tiers des titulaires d'une licence de philosophie, quatre ans après l'obtention de leur diplôme, n'ont toujours pas trouvé d'emploi. Ce chiffre impressionnant ressort d'une enquête publiée récemment, menée par le centre d'études juridiques et Economiques de l'emploi de Toulouse sur l'insertion professionnelle des licenciés (en 1974) des universités de Toulouse-le-Mirail et Paul-Sabatier, en lettres et sciences humaines et sciences.

La philosophie n'est pas la seule voie à grossir le nombre de chômeurs. Ainsi, un licencié d'allemand sur dix est-il encore à la recherche d'un travail, et un sur cinq en anglais. La proportion atteint un sur quatre pour l'espagnol. L'histoire et la géographie semblent être sans beaucoup de débouchés : 10 % des licenciés sont en quête d'emploi.

La situation est plus préoccupante pour les étudiants en sciences, 20 % d'entre eux étant au chomage. Les physiciens et chimistes ont beaucoup de mal à trouver un emploi : 21,4 % sont chômeurs, tandis qu'il y en a 15,2 % en sciences naturelles (essentiellement des hommes).

Les licences ayant le plus de débouchés sont celles de mathématiques, d'informatique et de gestion. Il est donc normal que 65 % des licenciés dans ces trois matières aient déjà un emploi définitif, alors qu'ils ne sont plus que 32,9 % en sciences naturelles.

80 % des diplômés occupent un emploi d'attente, en rapport avec l'enseignement ou la recherche.

Depuis 1974, les demandes sur le marché de l'emploi ont évolué. Dans le sens voulu par Saunié-Seïté : l'Université est bien au service du patronat. Ceux qui ne savent ni le comprendre, ni l'accepter, ni surtout le prévoir vont directement du « bahut » à l'A.n.p.e.

DIFFICULTES DES MUNICIPALITES D'UNION

A Brest...

«Il faut encore croire à l'Union de la gauche». C'est la conclusion que Francis Le Blé tire après sa réélection, dimanche à la tête de la mairie de Brest.

Cette fois le bureau municipal ne compte pas de communistes. Il est composé de huit socialistes et deux U.d.b : «les deux tendances de l'Union de la gauche qui ne se sont pas écartées de l'Union» dit le maire de Brest. Ce dernier laisse cependant toutes leurs chances aux communistes et il n'exclut pas - s'ils pratiquent une véritable solidarité de gestion municipale en votant notamment le prochain budget - que le groupe communiste retrouve des postes d'adjoints.

Dans la population brestoise, favorable à la gauche, on est déçu, mais on convient que le clash était inévitable étant donné le comportement des communistes. Depuis dix huit mois, en effet, et surtout depuis octobre 1979, les cinq adjoints communistes n'ont cessé de pratiquer l'escarmouche contre le maire.

Mais c'est le 29 février dernier que tout a vraiment commencé : par voie de presse, les élus communistes dénonçaient «le projet» du maire d'augmenter les impôts de 35%. «Une déclaration mensongère» dit Francis Le Blé, qui leur demande de la démentir. Le P.c refuse. Le maire enlève, jusqu'au 31 mars, jour du vote du budget, leurs délégations aux adjoints communistes. Ces derniers refusent de voter le budget (impôts en augmentation de 28,4%). Et le 3 avril, Francis le Blé démissionne.

Cette crise spectaculaire, qui vient après celle de Angers, Rennes, la Roche-sur-Yon, n'est peut-être pas un hasard. Depuis dix huit mois, le Parti communiste semble vouloir déstabiliser l'union dans les municipalités - dirigées par des socialistes - des grandes villes de l'Ouest.

... et à Chatenay-Malabry

Lors de la séance du Conseil Municipal de Chatenay-Malabry le 22 mars 1980, les élus communistes ont pris la lourde responsabilité de refuser le budget présenté par la Municipalité.

Cette décision, qui constitue un manquement grave à la solidarité de l'équipe municipale d'Union de la Gauche, a été prise alors que le projet de budget avait été longuement et démocratiquement préparé par les commissions municipales et extra-municipales.

Au cours de ces réunions, les élus socialistes avaient dû refuser les coupes sombres demandées par les élus communistes dans les budgets de l'aide sociale, de la caisse des écoles et de l'aide à la vie associative.

C'est parce qu'ils ne pensaient pas possibles de réduire les services actuellement offerts aux Châtenaysiens, que les élus socialistes ont proposé une augmentation de la fiscalité locale.

C'est cet effort que les élus communistes ont repoussé, rompant ainsi la solidarité municipale existant depuis près de trois ans à Chatenay comme dans tout le pays.

La Fédération des Hauts-de-Seine du Parti Socialiste approuve l'attitude des élus socialistes de Chatenay-Malabry et de son Maire Jean Vons, face aux manquements des élus communistes.

— demande aux élus communistes de revenir à la solidarité municipale, conformément aux accords intervenus entre les partis de gauche en 1977 et conformément au contrat passé en commun devant les électeurs Châtenaysiens.

— demande à la Population de Chatenay-Malabry de tout faire pour que le Parti communiste revienne à la politique d'Union de la Gauche.

QUESTIONS ECRITES

A l'Assemblée

de Jean-Michel BOUCHERON

sur les poursuites envisagées contre les responsables du travail clandestin. Les travailleurs clandestins sont des victimes et sont exploités dans des conditions inadmissibles et illégales. Les mesures d'expulsion à l'encontre des travailleurs turcs ne sont pas justifiées. Les responsables de ce type d'activités doivent être recherchés et poursuivis conformément à la loi en vigueur.

Au Sénat

de Claude FUZIER

pour que soit rendu obligatoire le dépôt de la formule chimique de tous les produits industriels dangereux auprès des centres anti-poison, comme c'est le cas pour les produits pharmaceutiques.

de Félix CICCOLINI,

sur les mesures qui peuvent être prises de manière à réaliser, à l'époque la plus opportune, une propagande intensive par radio et par télévision afin de réduire le nombre des imprudences génératrices de feux de forêts dans le midi méditerranéen.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S.

Aiguilleurs du ciel : la privatisation rampante

Répondant à une invitation du Syndicat national des Contrôleurs du Trafic Aérien je suis allé, mercredi 2 avril 80, visiter la Tour de Contrôle de l'Aéroport de Satolas pour mieux connaître les conditions de travail des contrôleurs et aiguilleurs du ciel ; au cours de cette visite j'ai eu un entretien d'une demi-heure avec les représentants du S.n.c.t.a et de la C.f.d.t.

Au-delà des revendications catégorielles tout à fait justifiées et au-delà d'une irritation devant la désinvolture et les astuces gouvernementales pour éluder et les problèmes et les vraies solutions, il m'est apparu clairement que les aiguilleurs du ciel tenaient essentiellement à faire connaître les raisons fondamentales et leurs inquiétudes : les conséquences pour eux du démantèlement des services publics, systématiquement et rigoureusement mis en application par le Gouvernement.

Toutes les activités et les hommes doivent être soumis au risque, à l'incertitude et à la concurrence qui, selon la thèse gouvernementale, sont les seuls moteurs valables pour stimuler et assurer la rentabilité et la compétitivité des entreprises quelles que soient leurs tailles et leurs rôles dans le pays.

Au niveau du contrôle aérien et du fonctionnement des aéroports, le Gouvernement amorce une politique de désengagement qui commence par le transfert de la gestion des Aéroports de famille 4 et 3 (petits et moyens aéroports) aux Chambres de Commerces Locales. Ces organismes privés, contraints à la rentabilité, sont amenés à trouver des solutions au détriment du personnel ; de ses conditions de travail comme de ses conditions salariales, et au détriment de la sécurité des usagers.

Disposant de moyens techniques insuffisants d'un personnel moins bien formé, ils ne peuvent assurer la mission de contrôle de la navigation aérienne (guidage complet des avions sous l'autorité et la responsabilité d'un contrôleur) mais une simple information des avions décollant et atterrissant.

Cette évolution vers la mise à disposition d'un organisme privé de réalisations indiscutablement d'intérêt général et qui exige la présence de fonctionnaires d'Etat compétents est bien là l'essentiel du problème.

Ce désengagement se poursuit même au niveau des aéroports à vocation internationale par la réduction du nombre de fonctionnaires d'Etat mettant ainsi en situation difficile ceux qui sont en place pour assurer le bon fonctionnement de ces installations.

La participation d'anciens fonctionnaires de l'Armée comme palliatif provisoire à cette évolution ne peut non plus être acceptée, non seulement parce qu'elle entraîne le cumul d'activités de jeunes retraités pensionnés mais aussi parce que les conditions de formation d'une part et les habitudes de travail d'autre part du personnel militaire ne sont pas les mêmes que dans le domaine civil.

Cette visite a confirmé les positions socialistes présentées par André Méric au Sénat ; elle justifie la vigilance et la participation des socialistes à la défense de ce secteur du service public tout autant menacé que les Ptt, l'Enseignement, la Sécurité Sociale ou les C.e.t.e....

Franck Sérusclat, *Sénateur du Rhône*

TELE-P.S.

JEUDI PROCHAIN, 10 AVRIL A 19 H 40 SUR TF 1,

LA PAROLE EST AUX SOCIALISTES.

A PROPOS DE PLOGOFF ET DES MAREES NOIRES...



Bagdad, Téhéran, Washington

Le fil rouge de la stagflation

La tension avivée entre l'Irak et l'Iran et la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre Washington et Téhéran, risque fort d'avoir un contre-coup sur le plan économique.

Des deux événements, c'est sans conteste la crise entre l'Irak et l'Iran qui est la plus porteuse de complications, ne serait-ce qu'en raison des enjeux pétroliers en cause, ne serait-ce que du fait du gel, déjà ancien dans les faits, du commerce américo-iranien.

Les conséquences éventuelles portent d'abord sur le pétrole. L'Irak est devenu le deuxième producteur de la «zone O.p.e.p», devançant précisément l'Iran qui, depuis la révolution islamique, a réduit sa production des deux-tiers.

Sans même évoquer l'éventualité d'un conflit ouvert entre les deux pays, les discours vengeurs échangés par leurs dirigeants font planer une menace sur l'approvisionnement pétrolier en général. Et qui dit menace sous-entend anticipation et volonté de stockages préventifs.

Préférence pour le présent

Certes, les cuves sont pleines en Occident et au Japon. Au point que l'Iran éprouve quelques difficultés à trouver des preneurs pour ses barils à 35 dollars (alors que l'Arabie en propose encore à 26 dollars). Il n'empêche. Les compagnies raisonnent en termes de possibilités de remplacement : «Mieux vaut acheter du pétrole cher aujourd'hui que pas du tout de pétrole demain».

L'autre conséquence du regain autour de l'Iran porte sur l'évolution de la conjoncture aux Etats-Unis. Le durcissement de Carter ravive le spectre de la guerre et est, en ce sens, de nature à provoquer un nouveau report de la récession, du moins une nouvelle fuite en avant inflationniste. Comme ce fut le cas d'abord avec la prise en otages des diplomates américains, puis avec l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan.

La mécanique est simple : face à des perspectives belliqueuses, les agents économiques, qu'ils soient particulies ou entreprises, augmentent «leur préférence pour le présent» et hésitent moins encore à s'endetter pour constituer des stocks, serait-ce avec un taux de base bancaire à 20%.

Pourtant les tendances récessionistes sont bien présentes aux Etats-Unis. C'est Ford qui vient d'annoncer des licenciements massifs dans l'automobile. Inflation plus récession égale stagflation disait-on. Le niveau vertigineux des taux d'intérêt parait devoir y conduire en plein.

Le monétarisme à la mode dans l'univers capitaliste parait ainsi battu en brèche. C'est un connaisseur, John Kenneth Galbraith qui le constate, en plaidant pour un contrôle des prix et des salaires... Vieille antienne !

Et si c'était tout bonnement la logique de ce système économique qu'il fallait modifier ?

Paris-métro-poubelles-ras le bol

Ça pue dans le métro. Les immondices s'accumulent. Depuis le 24 mars, en effet, les nettoyeurs (800 à 1 000 travailleurs immigrés) sont en grève. Ils gagnent 2 600 F par mois, en moyenne. Si comme la R.a.t.p le désire - puisque le gouvernement lui impose des économies - le nettoyage du dimanche est supprimé, le salaire tomberait à 2 300 F. Déjà la fréquence des balayages dans certaines stations a été réduite.

Les travailleurs demandent un salaire mensuel moyen de 2 800 F, une révalorisation de la prime de souterrain, un véritable 13e mois, la carte orange gratuite, des conditions de travail décentes (vestiaires, douches...).

Le conflit s'enlise puisque la R.a.t.p ne veut pas négocier avec les éboueurs du métro (ils sont environ 450 à être syndiqués à la C.f.d.t). Pourtant hier, ils étaient venus manifester devant son siège.

Mais ils sont les employés d'une douzaine d'entreprises de nettoyage à qui la R.a.t.p sous-traite l'entretien du métro. Et bien que les nettoyeurs assurent un service lié directement à son activité, comme par exemple l'entretien du matériel roulant, la direction de la R.a.t.p refuse d'intégrer ce personnel dans l'entreprise publique.

Déjà, en juin 1977, la grève des nettoyeurs avait duré un mois : ils avaient obtenu un salaire se situant environ à 6 % au-dessus du S.m.i.c. La Régie cèdera-t-elle cette fois encore ? En attendant les voyageurs parisiens continuent à patauger dans les ordures.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Energies nouvelles

Blagnac montre l'exemple

Blagnac (Heute-Garonne) compte 14 000 habitants. Cette ville, connue surtout pour son aéroport, est dirigée depuis quinze ans par le radical de gauche Jacques Puig, également conseiller régional de Midi-Pyrénées. Puig est un pionnier en matière d'énergies nouvelles : géothermie et solaire.

En 1974, la commune décidait, sans aide extérieure, que les deux mille logements (1 600 collectifs et 400 individuels) de la Z.a.c du Ritouret seraient approvisionnés pour leur chauffage et l'eau chaude sanitaire grâce à un forage géothermique, ainsi que la piscine olympique et les bâtiments publics. Sept cents logements sont d'ores et déjà raccordés à la chaufferie centrale.

Le service de chauffage urbain a été concédé à une société privée qui a réalisé le forage et l'installation, mais la commune reste maîtresse des tarifs du service. En l'an 2000, la concession sera caduque et Blagnac deviendra propriétaire des installations.

En 1979, grâce au chauffage urbain par géothermie, la ville a ainsi réalisé une économie de 12 000 tonnes d'équivalent pétrole.

Côté solaire, un immeuble de vingt six logements est en construction à l'initiative d'une société coopérative H.l.m de Toulouse.

Conseil général de la Somme : évolution ?

Le décès accidentel de Charles Bignon, ancien député R.p.r et Conseiller général de Oisemont, pourrait bien remettre en question la majorité au Conseil général de la Somme. Celui-ci compte en effet, depuis les dernières cantonales, douze communistes et dix socialistes (soit vingt-deux Conseillers pour l'Union de la gauche), contre trois R.p.r et dix neuf «centristes» (de droite ?), soit également vingt-deux Conseillers.

Le président du Conseil, Max Lejeune, avait d'ailleurs été élu au bénéfice de l'âge, après trois tours de scrutin où il arrivait à égalité avec Michel Couillet (P.c). En 1978, trois circonscriptions ont élu des députés de gauche. En 1979, la tendance s'est accrue dans les cantons.

La prochaine élection partielle de Oisemont, qui doit avoir lieu dans les trois mois, devrait donc donner à la gauche une présidence de plus dans une Assemblée départementale.

Remorqueurs en panne

Bretons, dormez en paix ! Après le naufrage de l'*Amoco Cadiz*, la Bretagne avait enfin obtenu que soient stationnés, l'un à Cherbourg, l'autre à Brest, deux remorqueurs de haute mer. Il s'agissait, bien sûr, d'éviter qu'un pétrolier en panne ne dérive au gré du vent en Manche, c'est-à-dire ne vienne s'échouer sur les côtes bretonnes.

On a même prévu des exercices baptisés Grand Aztèque, (grande assistance technique). Le premier, en novembre 1978, malgré un temps exceptionnellement beau, fut un échec. Le second, en mars 80, fut interrompu... du fait du naufrage du *Tanio*. Le troisième, le 31 mars 1980... fut un autre échec. Cette fois parce que l'*Abeille Flandres* est tombée en panne.

On a bien deux remorqueurs depuis dix huit mois mais personne ne sait s'ils peuvent empêcher un pétrolier de venir sur nos côtes. On se sent protégés.